

AVIS D'APPEL D'OFFRES AVEC PUBLICATION NATIONALE N°DNCMP/29/F/2021-2022 POUR LA FOURNITURE D'UNE IMPRIMANTE MULTIFONCTIONS AU CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES

Date de publication 31 / 08 / 2021
Date d'ouverture 20 / 09 / 2021

Objet

1. Le Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires ayant les compétences et les capacités techniques requises et suffisantes, à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture d'une imprimante multifonctions.

Spécification du marché

2. Le présent marché est un marché ouvert national et est constitué d'un seul lot

Financement du marché

Le marché sera financé sur le Budget Général de l'Etat, **exercice 2021-2022**.

Condition de participation

3. La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale possédant les conditions juridiques, techniques et financières nécessaires à l'exécution du présent marché.
4. Ne peut participer à l'appel d'offres tout soumissionnaire concerné par l'une des règles d'incapacité énumérée à l'article 161 et 162 du code des Marchés Publics.

Consultation et acquisition du dossier d'appel d'offres

5. Le Dossier d'appel d'offres peut être consulté tous les jours ouvrables de **7 heures 30 du matin à 15 heures 30** au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques sis ROHERO 1, Avenue du Luxembourg, N°5, BP 7379 à Bujumbura, Tél 22 25 26 37.

Conformément à l'article 127 du CMP, l'achat du DAO est une condition indispensable pour la participation au marché. Les candidats intéressés pourront obtenir un jeu complet des documents d'appel d'offres rédigés en français en version papier au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques sis ROHERO 1, Avenue du Luxembourg, n°5, BP 7379 à Bujumbura sur présentation d'un bordereau de versement d'un montant de **cinquante mille francs burundais (50.000 Fbu)**, non remboursable, versé sur le compte N°1101/001.04 intitulé sous compte de transit de recettes non fiscales, ouvert à la BRB. La quittance de paiement libellée « **Achat DAO N°DNCMP/ ... /F/2021-2022** constitue une pièce administrative exigée à chaque soumissionnaire.



Date limite de dépôt des offres

6. Toutes les offres doivent être déposées au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques sis ROHERO 1, Avenue du Luxembourg, N° 5, BP 7379 Bujumbura **au plus tard le 20/09/2021 à 09h00.**
7. Toute offre déposée après la date limite ne sera pas prise en considération. Les offres doivent être paraphées, paginées et comprendre une table des matières.

Séance d'ouverture des offres

8. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent participer à cette séance publique qui aura lieu dans la salle des réunions du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques sis ROHERO 1, Avenue du Luxembourg, N°5, BP 7379 Bujumbura **le 20/9/2021 à 10h00.**

Conformément à l'article 22 alinéa 9 du Code des Marchés Publics, un cadre requis par l'Autorité Compétente auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport de déroulement de la séance et donne une copie à l'Autorité contractante. Il ne signe pas sur le PV d'ouverture des offres.

9. Les offres resteront valides pour une durée de nonante jours calendriers (90) à partir de la date d'ouverture.

Critères de qualification

10. Les documents exigés en matière de qualification sont :

- Offre technique

- a. La preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché ;
- b. L'Habilitation du signataire à engager le soumissionnaire ;
- c. La caution de soumission de cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) ;
- d. L'Attestation de non faillite délivrée par le Tribunal du Commerce ;
- e. L'Attestation de non redevabilité aux impôts et taxes délivrée par l'OBR en original et en cours de validité ;
- f. L'Attestation de non redevabilité à la sécurité sociale (INSS pour les soumissionnaires burundais), en original et valide ;
- g. La copie du registre de commerce ;
- h. Le Certificat d'immatriculation fiscale (NIF) ;
- i. Le soumissionnaire doit avoir une adresse fixe connue, statuts (personne morale) ;
- j. L'acte d'engagement du soumissionnaire

- Offre financière :

- k. L'acte de soumission (formulaire 4) ;
- l. Le délai d'exécution
- m. Le Bordereau des prix et des quantités suivant le modèle en annexe.

n. Les spécifications techniques de la fourniture demandée.

NB: *L'absence ou la non-conformité de l'un de ces documents entraine le rejet de l'offre lors de l'analyse conformément à l'article 183 du Code des Marchés Publics.*

11. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques (CEDJ), ROHERO I, Avenue du Luxembourg, N°5, BP : 7379 Bujumbura, Tél : 22 25 26 37

Fait à Bujumbura, le/...../ 2021

Le Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques et Personne Responsable des Marchés Publics au CEDJ,

Gérard NGENDABANKA.

